

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 170
N° 11 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 5
no Fepuare 2021

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 11 du 5 Février 2021

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 105 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 2 CM du 14 janvier 2021 fixant les périodes de soldes pour l'année 2021.....	3108
Arrêté n° 106 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 584 CM du 18 avril 2019 modifié relatif à la transmission obligatoire de données individuelles à la direction de la santé.....	3108
Arrêté n° 107 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2).....	3109

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 105 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 2 CM du 14 janvier 2021 fixant les périodes de soldes pour l'année 2021.

NOR : DAE2120309AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de commerce ;

Vu l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2068 CM du 20 décembre 2011 modifié portant application de l'article L. 310-7 du code de commerce pour ce qui concerne les soldes ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 14 janvier 2021 fixant les périodes de soldes pour l'année 2021 ;

Vu la proposition de la Chambre du commerce, de l'industrie, des services et des métiers ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 2021,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2 CM du 14 janvier 2021 est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° Au deuxième alinéa, les mots : "au dimanche 7 février à minuit" sont remplacés par les mots : "au mardi 2 mars à minuit" ;
- 2° Après le deuxième alinéa, est inséré un alinéa rédigé ainsi :
 - "du mercredi 10 mars à 0 heure au mardi 21 avril à minuit ;"

3° A la fin de l'article 1er, est inséré un nouvel alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

"Par dérogation aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française, lorsque le produit soldé est vendu dans le cadre de la période de solde prévue du mercredi 10 mars au mardi 21 avril, le prix de référence est, pour les produits ayant déjà fait l'objet de soldes entre le mercredi 20 janvier et le mardi 2 mars, le prix de référence indiqué lors de cette première période de solde.

Lorsque le produit soldé est vendu dans le cadre de la période de solde prévue du mercredi 10 mars au mardi 21 avril, le prix de référence est, pour les produits n'ayant pas fait l'objet de soldes entre le mercredi 20 janvier et le mardi 2 mars, le prix de référence tel que prévu à l'article 15 de l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié précité."

Art. 2.— Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.*

ARRETE n° 106 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 584 CM du 18 avril 2019 modifié relatif à la transmission obligatoire de données individuelles à la direction de la santé.

NOR : DPS2120310AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi du pays n° 2019-8 du 1er avril 2019 relative à la transmission obligatoire de données individuelles à la direction de la santé ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 584 CM du 18 avril 2019 modifié relatif à la transmission obligatoire de données individuelles à la direction de la santé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 2021,

Arrête :

Article 1er.— Au point 30 de l'article 1er, les mots suivants sont ajoutés à la fin de la phrase : "notamment les maladies donnant lieu à une épidémie ou une pandémie".

Art. 2.— L'article 2 est modifié ainsi qu'il suit :

- à la première phrase, après les mots : "par tout médecin ou biologiste," sont ajoutés les mots suivants : "ou par tout personnel exerçant dans un laboratoire d'analyse de biologie médicale, dans un établissement hospitalier public ou privé ou dans une formation sanitaire relevant de la direction de la santé, sous la responsabilité d'un biologiste ou d'un médecin référent de la structure" ;
- à la fin de l'article, est ajoutée la phrase suivante : "Sous réserve d'anonymisation, ces données peuvent être conservées sans limitation de durée à des fins d'analyse épidémiologique."

Art. 3.— A l'article 5, un cinquième point est ajouté, rédigé ainsi qu'il suit : "5. Les maladies donnant lieu à une épidémie ou une pandémie, sur décision du ministre en charge de la santé."

Art. 4.— A l'article 6, après les mots : "par tout médecin ou biologiste, sont ajoutés les mots suivants : "ou par tout personnel exerçant dans un laboratoire d'analyse de biologie médicale, dans un établissement hospitalier public ou privé ou dans une formation sanitaire relevant de la direction de la santé, sous la responsabilité d'un biologiste ou d'un médecin référent de la structure".

Art. 5.— L'article 7 est modifié ainsi qu'il suit :

- le point 3 est remplacé par un point 3 rédigé ainsi qu'il suit : "3° Les données cliniques, biologiques et sociodémographiques précisées par la personne déclarante ou, en cas de diagnostic biologique prescrit, par le prescripteur." ;
- à la fin de l'article, est ajoutée la phrase suivante : "En cas d'épidémie et pandémie, les données sont conservées pendant la période nécessaire à la gestion de la catastrophe sanitaire."

Art. 6.— A l'article 9, à la fin de la deuxième phrase sont ajoutés les mots suivants : "par le moyen le plus approprié."

Art. 7.— Le ministre de la santé, en charge de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 107 CM du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2).

NOR : DPS2120311AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé "Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale" (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2) ;

Considérant la déclaration du directeur de l'Organisation mondiale de la santé reconnaissant que la covid-19 constitue une urgence de santé publique internationale (USPPI) le 30 janvier 2020 et la qualifiant de pandémie le 11 mars 2020 ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus de la covid-19 et sa propagation rapide, ainsi que l'absence de traitement préventif disponible à ce jour contre l'infection par le virus de la covid-19 ;

Considérant la circulation active du SARS-CoV-2 sur le territoire de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 février 2021,

Arrête :

Article 1er. — Après l'article 6, sont ajoutés les articles 6-1 à 6-3 rédigés ainsi qu'il suit :

"Art. 6-1. — Les données à caractère personnel collectées à l'occasion de la campagne de vaccination font l'objet de traitements automatisés. Ces traitements portent sur les données d'identification des personnes éligibles à la vaccination et leurs données de santé strictement nécessaires à cette vaccination et à la pharmacovigilance ainsi que les données d'identification des professionnels de santé participant à la campagne.

La direction de la santé et l'Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale sont gestionnaires de ces traitements mis en œuvre pour les motifs de mission d'intérêt public.

Les traitements ont pour finalités :

- 1° L'identification des personnes éligibles à la vaccination au regard de la stratégie vaccinale visée à l'article 2 du présent arrêté, l'enregistrement des informations relatives à la consultation préalable à la vaccination et l'organisation de la vaccination de ces personnes ;
- 2° Le suivi de l'approvisionnement des lieux de vaccinations en vaccins et consommables ;
- 3° L'envoi à la personne vaccinée d'un récapitulatif des informations relatives à la vaccination, établi par le professionnel de santé réalisant la vaccination ou par le personnel placé sous sa responsabilité ;
- 4° La mise à disposition de données permettant la présentation de l'offre de vaccination, la surveillance de la couverture vaccinale, la mesure de l'efficacité et de la sécurité vaccinale, la pharmacovigilance, le suivi statistique de la campagne de vaccination, l'appui à l'évaluation de la politique publique de vaccination et la réalisation d'études et de recherches ;
- 5° La délivrance, en cas d'apparition d'un risque nouveau, de l'information prévue à l'article L. 1111-2 du code de la santé publique dans sa version applicable en Polynésie française, aux personnes vaccinées et, le cas échéant, leur orientation vers un parcours de soins adaptés.

Les données à caractère personnel collectées proviennent du patient, des personnels soignants et non soignants impliqués dans la vaccination, des médecins traitants et de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Les données sont traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les personnes concernées par les traitements sont informées des modalités de traitement de leurs données et disposent des droits d'accès, de rectification et de limitation à leurs données. Le droit à l'effacement et le droit d'opposition ne s'appliquent pas aux personnes ayant consenti à la vaccination.

"Art. 6-2. — I - Les catégories de données à caractère personnel et informations enregistrées dans les traitements autorisés par l'article 6-1 du présent arrêté sont :

- 1° Les données d'identification de la personne invitée à se faire vacciner ou vaccinée : nom de naissance, nom usuel,

prénoms, date de naissance, numéro d'inscription 'DN' à la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, et sexe ;

- 2° Les données relatives à la réalisation de la vaccination, notamment dates de la, ou des injections, informations permettant l'identification du vaccin injecté, précisions sur l'administration du vaccin, identification du ou des lieux de vaccination, identification des professionnels de santé ayant réalisé respectivement la consultation préalable à la vaccination et chaque injection ;
- 3° Les données relatives à la santé du patient :
 - a) Critères médicaux d'éligibilité à la vaccination et traitements suivis ;
 - b) Informations relatives à la recherche et à l'identification de contre-indications à la vaccination ;
 - c) Effets indésirables éventuels associés à la vaccination ;
- 4° Les informations sur les critères d'éligibilité non médicaux à la vaccination ;
- 5° Les coordonnées du patient et s'il y a lieu, de son représentant légal, notamment téléphoniques, pour l'organisation de la campagne de vaccination.

II - La Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française met notamment à disposition, les données permettant :

- 1° D'assurer l'identitovigilance : nom de naissance du patient, nom usuel, prénoms, date de naissance, n° d'inscription 'DN' à la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et sexe, pour assurer l'identitovigilance ;
- 2° D'indiquer une situation de longue maladie du patient afin de prioriser ce dernier dans les phases de la stratégie de vaccination visée à l'article 2 du présent arrêté.

III - Les professionnels de santé ou les personnes placées sous leur responsabilité qui concourent à la vaccination sont tenus d'enregistrer sans délai les données recueillies en application du I dans les traitements mentionnés à l'article 6-1.

"Art. 6-3. — Les personnes habilitées à utiliser ces données pour assurer les seules finalités précitées sont :

- 1° Les médecins référents de la direction de la santé, désignés par leur directeur ;
- 2° Les médecins et pharmaciens référents de l'Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale, désignés par leur directeur ;
- 3° Les professionnels de santé, réalisant la consultation préalable et la vaccination, pour les données énumérées aux 6-1 et 6-2 du présent arrêté ;
- 4° Les personnels administratifs appartenant à l'unité vaccinante sous la responsabilité du médecin de l'unité vaccinante, ces personnels administratifs ayant seulement accès aux données d'identités et de coordonnées permettant l'accueil administratif et la prise de rendez-vous pour les patients."

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.